

LES FRANÇAIS ET L'EUROPE

ENTRE DÉFIANCE ET AMBIVALENCE L'INDISPENSABLE « RETOUR DE L'EUROPE EN FRANCE »

- BRUNO CAUTRÈS
- THIERRY CHOPIN
- EMMANUEL RIVIÈRE

LES FRANÇAIS ET L'EUROPE

ENTRE DÉFIANCE ET AMBIVALENCE

L'INDISPENSABLE

« RETOUR DE L'EUROPE EN FRANCE »

BRUNO CAUTRÈS

Chercheur au CNRS,
Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)

THIERRY CHOPIN

Professeur de science politique à l'Université catholique de Lille (ESPOL),
Conseiller spécial à l'Institut Jacques Delors

EMMANUEL RIVIÈRE

Directeur général de la division Public de Kantar en France,
Président du Centre Kantar sur le Futur de l'Europe

SOMMAIRE ■

Résumé ■	4
Introduction ■	9
1 ■ Le rapport des Français à l'UE : des relations ambivalentes et un euroscepticisme très fort	10
1.1 ■ La France se situe parmi le groupe des pays les moins favorables à l'UE	10
1.2 ■ Soutien « diffus » aux valeurs et aux principes de l'UE majoritaire <i>vs.</i> soutien « spécifique » moins favorable concernant l'efficacité de l'Union	13
1.3 ■ Géographie et typologie des opinions vis-à-vis de l'UE : les Français dans le groupe des Européens les plus négatifs vis-à-vis de l'UE	15
2 ■ Un euroscepticisme très fort mais complexe et loin d'être systématique	19
2.1 ■ Les ambivalents vis-à-vis de l'Europe, révélateurs de ses vertus et de ses faiblesses	21
2.2 ■ Ouverture aux autres et adhésion aux principes	23
2.3 ■ Défiance et déception	25
2.4 ■ De la méconnaissance à la désespérance	28
3 ■ Comment expliquer l'ambivalence des rapports entre les Français et l' « Europe » ?	30
3.1 ■ Une culture politique unitaire en décalage avec la culture européenne du compromis	32
3.2 ■ La France, l'Europe et le marché : l'impossible équation ?	35
3.3 ■ La défiance française vis-à-vis de l'élargissement. L' « Europe n'est pas la France en grand » !	41
Conclusion ■	44
Auteurs ■	45

RÉSUMÉ ■

1 ■ Le rapport des Français à l'UE : des relations ambivalentes et un euroscepticisme très fort

La France fait partie du groupe des pays dont les habitants sont les moins favorables à l'UE. Mais, bien que l'attitude des Français vis-à-vis de l'Europe soit empreinte de morosité et de défiance, **il ne faut pas conclure de manière hâtive à un euroscepticisme généralisé et sans nuances des Français.**

Il est en effet nécessaire d'analyser dans le détail la complexité de l'attitude des Français vis-à-vis de l'UE.

Pour ce faire, il est important de distinguer **deux types de « soutien politique »** : le **« soutien diffus »** (sentiments et attitudes les plus abstraits : adhésion à une vision, à des valeurs...) et le **« soutien spécifique »** (évaluation de l'efficacité des actions menées à l'échelle de l'UE). À partir de cette distinction, il est possible d'identifier un premier élément caractéristique du rapport ambivalent des Français à l'Europe : **le soutien à l'UE est d'autant plus élevé qu'il s'exprime au niveau le plus diffus (tandis que 53% des Français sont attachés à l'Europe, 57% des Français estiment que l'Union européenne est « éloignée » et 65% pensent qu'elle n'est pas « efficace » contre 49% pour l'ensemble des opinions des pays membres).** En se focalisant sur les évaluations que font les citoyens de l'action de l'Europe, une analyse comparative permet de définir la place occupée par la France en termes de soutien à l'Union européenne par rapport à celles des autres États membres.

Cette analyse comparative dessine une géographie et une typologie des opinions vis-à-vis de l'UE **qui mettent en évidence les éléments suivants :**

- **Une première fracture à l'échelle européenne distingue les pays les plus favorables des pays les moins favorables aux logiques de l'intégration européenne. Les Français appartiennent au groupe des Européens les plus négatifs vis-à-vis de l'UE.** Dans le premier groupe, on trouve (par ordre croissant de soutien à l'UE) l'Irlande, le Danemark, le Portugal, le Luxembourg, la Lituanie, la Roumanie et Malte ; dans le second groupe (par ordre croissant

d'opposition à l'Europe), la Slovénie, Chypre, la République tchèque, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Grèce.

- **Une fracture sociale constitue une deuxième ligne de clivage significative pour tous les pays et particulièrement pour la France.** L'intégration européenne est négativement perçue par les classes populaires, les ouvriers, les chômeurs, et ceux qui ont terminé leurs études avant l'âge de 16 ans. L'appartenance aux catégories sociales les moins favorisées correspondent très largement à une représentation de l'Europe comme une menace de perte des protections sociales nationales.
- **La typologie distingue quatre groupes d'attitudes vis-à-vis de l'UE, en fonction de leur positionnement et de son intensité.** Les Français se répartissent ainsi : 37% appartiennent au premier groupe (Européens assez positifs), 43% au second groupe (Européens assez négatifs), 5% au troisième groupe (Européens les plus positifs) et 15% au dernier groupe (Européens les plus négatifs). Dans le reste de l'Europe, les plus positifs sont deux fois plus nombreux, les plus négatifs deux fois moins.

2 ■ Un euroscepticisme très fort mais complexe et loin d'être systématique

Bien que la France se classe parmi les pays où les jugements eurosceptiques sont les plus répandus, les Français peuvent également se montrer favorables à l'Europe sur certaines questions. En effet, les attitudes proeuropéennes peuvent ponctuellement rassembler près des $\frac{3}{4}$ des Français. Il importe donc d'aller au-delà de la distinction entre proeuropéens pour comprendre pourquoi et comment l'opinion des Français, très critique sur de nombreux points, peut basculer pour exprimer majoritairement des positions pro-européennes sur d'autres.

Ces mouvements de bascules sont surtout le fait d'individus ambivalents exprimant un positionnement « neutre » vis-à-vis de l'UE, identifiables grâce à l'une des questions de l'Eurobaromètre. Ces personnes « ambivalentes » se rapprochent sur certains aspects des europhiles, sur d'autres des eurosceptiques :

- **Une proximité avec les europhiles : l'ouverture aux autres, l'adhésion massive aux principes de l'UE** (en ce qui concerne le droit de travailler dans tous

les États membres, 84% des « **ambivalents** » le considèrent comme une bonne chose), **aux politiques communes** (en ce qui concerne l'union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro, 76% des « ambivalents » sont pour) **et à l'importance de la voix de l'UE dans le monde** (73% des « **ambivalents** » reconnaissent cette importance ce qui les distingue nettement des personnes émettant un jugement négatif qui ne sont que 39% à partager cet avis).

- **Une proximité avec les eurosceptiques : la méconnaissance de l'UE est à la source du glissement de l'adhésion de principe à la méfiance** (seuls 22% des "ambivalents" ont plutôt confiance dans l'UE, ce qui les rapproche des eurosceptiques ou pour lesquels cette proportion tombe à 4%, quand elle s'élève à 65% parmi les personnes émettant un jugement positif.

La méconnaissance du fonctionnement de l'Europe constitue un élément majeur du rapport de défiance des Français à l'Europe (la France occupe le dernier rang parmi les 27), et ce constat met à peu près tout le monde d'accord (positifs, ambivalents et négatifs).

Loin d'être systématique, l'euroscepticisme des Français s'exprime différemment en fonction de profils plus ou moins complexes se positionnant de manière variable selon les problématiques abordées. Le facteur culturel constitue un élément majeur d'explication de ce rapport ambivalent des Français vis-à-vis de l'Europe.

3 ■ Comment expliquer l'ambivalence des rapports entre les Français et l'« Europe » ?

Les attitudes des Français vis-à-vis de l'Europe sont marquées par une logique nationale de « projection » qui permet de rendre compte de l'ambivalence au cœur des relations entre les Français et l'« Europe » : ou bien cette dernière est alors perçue comme un « instrument » au service de la France; ou bien elle agit comme un révélateur ou un miroir déformant de la fameuse « exception française ».

Dans cette perspective, **plusieurs éléments explicatifs de nature culturelle peuvent être ainsi avancés pour comprendre les rapports spécifiques que les Français entretiennent avec l'UE :**

- **Une culture politique unitaire en décalage avec la culture européenne du compromis :** la conception unitaire de la souveraineté en France se heurte à la conception pluraliste de la pratique institutionnelle et politique au sein de l'UE. Cette représentation française de la pratique politique a des conséquences sur l'appréhension de la réalité et de la complexité de la vie politique à l'échelle de l'Union : difficultés à intégrer la pratique du compromis, à reconnaître la légitimité de la défense des intérêts particuliers, à s'adapter au système de coalitions majoritaires à géométrie variable.
- **Une culture socio-économique marquée par une certaine défiance voire une hostilité au libéralisme : les représentations négatives du libéralisme, du libre-échange et de la concurrence impactent négativement le rapport que maints Français entretiennent au marché qui constitue le cœur de l'Union européenne.** Ainsi, pour 40% des Français, le libéralisme est associé à quelque chose de négatif. De même, pour 30% des Français, le libre-échange évoque quelque chose de négatif (en dernière position parmi les pays étudiés). Enfin, pour 29% des Français, la concurrence est considérée comme un élément négatif. La culture colbertiste encore très marquée en France est orthogonale avec la réalité du marché intérieur européen comme le montrent les débats en France sur la politique industrielle et la politique de concurrence. La difficulté en France à accepter le mot même de libéralisme ainsi que la préférence française pour les dépenses publiques constituent peut-être aussi la « face cachée » du stato-centrisme de la culture politique française. La défiance vis-à-vis du Pacte de stabilité confirme le peu d'importance accordée en France à une autre figure centrale de la culture politique présente dans les débats publics d'autres pays : celle du contribuable. En outre, le fait que les controverses politiques en France persistent à mettre en débat des choix (sur la place de l'État, la concurrence, les équilibres budgétaires) qui ont été tranchés par les traités accentue le hiatus et le sentiment d'un carcan peu démocratique.
- **Cette logique de projection nationale permet enfin de mettre en perspective les réticences françaises vis-à-vis de l'élargissement.** Pendant plus d'un demi-siècle, la France a su combiner deux visions radicalement différentes de

la raison d'être de son engagement européen : d'un côté, le projet des "pères fondateurs" (convergence des intérêts des États membres) et, de l'autre, le projet gaulliste d'une Europe comme instrument permettant à la France de promouvoir ses intérêts nationaux. Les élargissements aux pays d'Europe centrale et orientale obligent la France à une clarification de son projet européen dans la mesure où les Français découvrent que « l'Europe n'est pas la France en grand » ! C'est sans doute la raison principale des discours nostalgiques, en France en particulier, sur la «petite Europe» et de la difficulté à assumer le changement d'échelle de l'Union élargie

INTRODUCTION ■

70 ans après la déclaration Schuman, il convient de se pencher sur les rapports complexes et d'éclairer la relation paradoxale que semblent entretenir les Français avec l'Europe¹.

À la fois moteur et frein de la construction européenne, la France est à la fois à l'origine de ses plus grandes avancées (la CEE sous l'impulsion de Jean Monnet et de Robert Schuman ; la création du Conseil européen et la décision d'élire le Parlement européen au suffrage universel sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing ; l'Acte unique européen sous l'impulsion de Jacques Delors) et en même temps de ses « coups d'arrêts » les plus notables : échec de la Communauté européenne de défense (CED) suite au rejet par les communistes et les gaullistes à l'Assemblée nationale en 1954 ; refus par le général de Gaulle du vote à la majorité au Conseil en 1965 (« crise de la chaise vide »), et rejet de la « Constitution européenne » en 2005.

Depuis, et après 10 ans de crises, l'eurodéfiance des Français semble s'être encore accrue et ce en dépit de la volonté des autorités française, au plus haut niveau de l'État, de porter une vision stratégique ambitieuse de l'avenir de l'UE. Il est probable que la crise du Covid-19 éclipsa le 70ème anniversaire de l'acte de naissance de la construction européenne lancée par la France. Pourtant, malgré l'urgence sanitaire et les lourdes incertitudes quant aux effets économiques et politiques de moyen et long termes de la crise actuelle, une analyse des rapports des Français à l'UE est indispensable d'autant plus que la crise sanitaire en cours est devenue une crise économique et politique, qui suscite de vifs débats entre responsables nationaux et communautaires et au sein des opinions publiques, mettant en cause la valeur ajoutée de l'Europe.

Dans cette perspective, l'étude qui suit propose de : (1) analyser l'attitude des Français vis-à-vis de l'UE et montrer que la France est l'un des pays les moins favorables à l'Union ; (2) mettre en évidence la complexité de l'euroscepticisme des Français qui se révèle être moins systématique qu'il n'y paraît même si l'analyse générale conduit à un sombre tableau ; (3) dégager les facteurs explicatifs permettant de rendre compte de l'ambivalence qui se trouve au cœur des rapports que les Français entretiennent avec l'UE.

1. Nous tenons à remercier Guilaine Divet et Julien Zalc pour leur aide dans le cadre de ce travail.

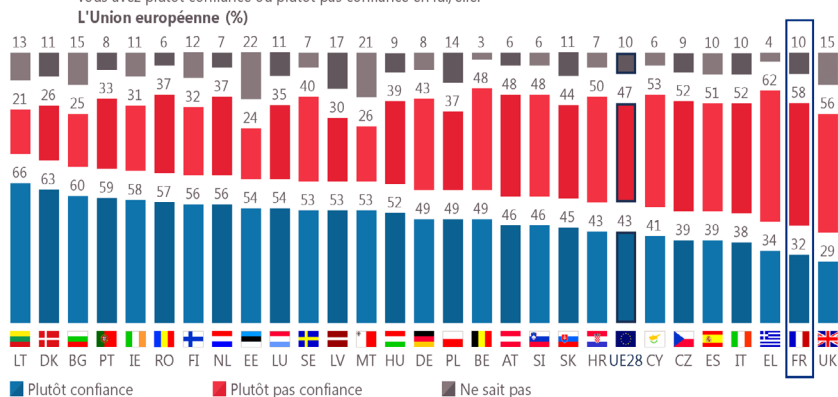
1 ■ LE RAPPORT DES FRANÇAIS À L'UE : DES RELATIONS AMBIVALENTES ET UN EUROSCEPTICISME TRÈS FORT

1.1 ■ La France se situe parmi le groupe des pays les moins favorables à l'UE

Aujourd'hui, bien que 53% des Français interrogés déclarent rester attachés à l'UE (ce qui témoigne de l'absence d'europhobie majoritaire dans le pays), 58% expriment une défiance vis-à-vis de l'UE (+11 points de pourcentage par comparaison avec la moyenne européenne), soit l'un des niveaux d'euroscepticisme parmi les plus élevés de l'UE (Graphique 1).²

GRAPHIQUE 1 ■ Confiance dans l'Union européenne

QA6a.14 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certains médias et certaines institutions. Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle.



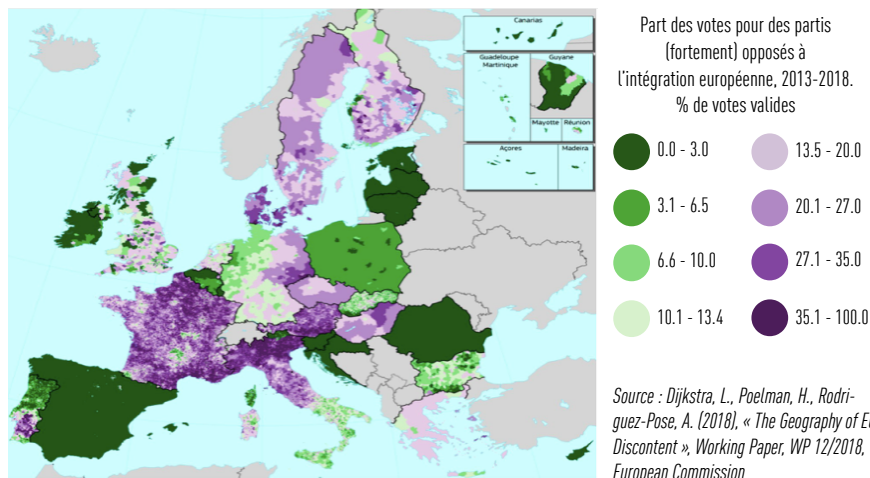
Source : Eurobaromètre Standard 92, novembre 2019

La France est ainsi aujourd'hui l'un des pays les plus eurosceptiques au sein de l'Union européenne. Les recherches les plus récentes sur le vote eurosceptique mettent en évidence une « géographie du mécontentement » en Europe au sein

2. Sur la distinction entre europhobie ("hard euroscepticism") et euroscepticisme ("soft" euroscepticism), voir les travaux classiques de SZCZERBIAK A. et TAGGART P.A., (eds.) 2008. *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford University Press.

de laquelle la France occupe une place singulière : avec l'Autriche et le Danemark, la France fait partie des trois pays de l'UE où les partis fortement opposés à l'intégration européenne sont devenus des forces politiques de première importance (Carte 1). Mais, à la différence des deux autres pays, la France est un « grand » pays membre (démographiquement parlant), un pays fondateur, participant à toutes les politiques de l'Union européenne.

CARTE 1 ■ Pourcentage de votes en faveur des partis europhobes ou eurosceptiques (2013-2018)



Sources : autorités nationales, CLEA, Chapel Hill Expert Surveys 2014 et 2017, Eurographics, DG REGIO.

Date des élections : 2018 : IT / 2017 : BG, CZ, DE, FR, MT, NL, AT / 2016 : IE, ES, HR, CY, LT, RO, SK / 2015 : DK, EE, EL, PL, PT, FI, UK / 2014 : BE, LV, HU, SI, SE / 2013 : LU

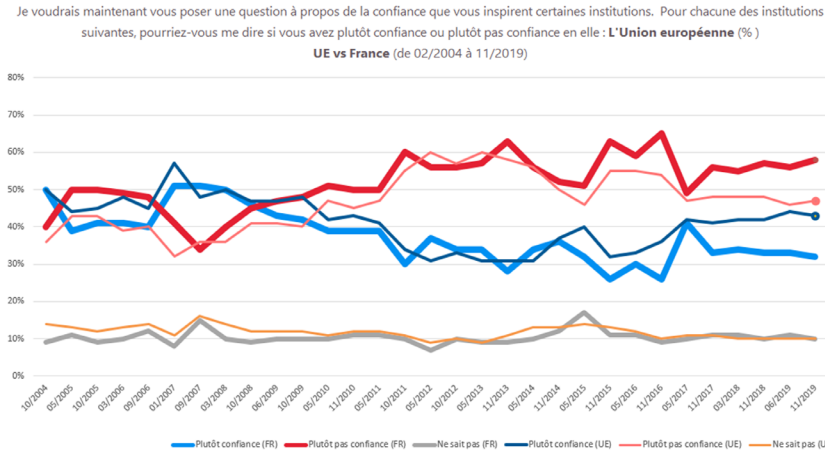
Moyenne EU-28 = 13.4%

Sur la longue durée, on peut distinguer trois périodes dans l'évolution des rapports des Français à l'UE. Tout d'abord, depuis le début des années 1950 aux années 1980, une période de « consensus permissif »³ pendant laquelle la France a longtemps figuré parmi les pays les plus europhiles. Pendant les années 1970, entre 52% et 68% des Français interrogés par les enquêtes Eurobaromètres considèrent que « l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose » ; ce soutien atteint un pic de 74% à l'automne 1987 dans le contexte de la présidence de la Commission européenne par Jacques Delors et de l'Acte unique européen.

3. LINDBERG L. N. and SCHEINGOLD S. A. 1970. *Europe's Would be Polity. Patterns of Change in the European Community*, Prentice Hall.

Ensuite, à partir du début des années 1990, le moment « Maastricht » marque la fin du « consensus permissif » avec l'apparition d'un clivage politique sur la question européenne et un début de politisation des attitudes de l'opinion publique à l'égard des « Affaires européennes » qui entrent alors dans le « droit commun du débat démocratique »⁴ ; dans ce contexte, à partir de 1995, « sur vingt-six mesures de l'opinion effectuées de 1996 à 2008, seules six voient la barre des 50% d'opinions positives franchie »⁵. Enfin, à partir de 2004, au moment de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale, les Français ayant tendance à ne pas faire confiance à l'Union européenne deviennent majoritaires ce qui se cristallise au moment du référendum sur le traité constitutionnel européen du 29 mai 2005. À partir de 2008, ceux qui ne font pas confiance à l'UE seront toujours plus nombreux que ceux qui lui font confiance. La défiance vis-à-vis de l'UE s'est accrue de près de 30 points entre 2007 et 2019 ! Aujourd'hui 58% des Français interrogés ne font pas confiance à l'UE et 32% lui font confiance alors que les moyennes européennes sont de 47% et de 43%. (graphique 2).

GRAPHIQUE 2 ■ L'évolution de la confiance dans l'UE (Français/moyenne UE – 2004-2019)



Source : Eurobaromètre

Ces constats suffisent-ils à classer la France parmi les maillons faibles de la construction européenne, et à qualifier les Français d'euroscéptiques ? C'est la conclusion hâtive à laquelle il est tentant d'aboutir, mais qui ne résiste pas à un examen plus minutieux. Tout d'abord, pour en revenir au succès des partis europhobes, il serait réducteur de l'expliquer uniquement par un rejet de l'Europe. Si

4. EICHENBERG R. C. and DALTON R. J. 2007. « Post-Maastricht Blues : the Transformation of Citizen Support for European Integration : 1973-2004 », *Acta Politica*, vol. 42, n°2-3, p. 128-152.

5. PERRINEAU P. 2019. *Le Grand Écart. Chronique d'une démocratie fragmentée*, Plon, p. 32.

l'Union européenne est pour bien des raisons la cible désignée de leurs attaques, ces partis prospèrent aussi et surtout sur des thématiques (immigration, sécurité, identité, rejet des élites, souffrance sociale) qui sont bien plus présentes à l'esprit de leurs électeurs que la question européenne⁶. En outre **il faut se garder de toute lecture monolithique à la fois du degré de soutien à l'UE de l'opinion française comparativement aux autres pays, et de la structure de cette opinion.**

1.2 ■ Soutien « diffus » aux valeurs et aux principes de l'UE majoritaire vs. soutien « spécifique » moins favorable concernant l'efficacité de l'Union

En effet, l'une des principales faiblesses de nombre d'analyses consacrées à l'opinion des Européens vis-à-vis de l'Union européenne réside dans la définition trop simple, voire simpliste, des attitudes politiques des citoyens qui est utilisée. On ne peut résumer un phénomène aussi complexe que celui du rapport à une construction politique supranationale par un indicateur ou deux. La littérature académique consacrée à ce sujet distingue notamment **deux types de rapport des citoyens à l'intégration européenne, les deux facettes de ce que l'on appelle le « soutien politique » à l'Europe. La première facette est appelée le « soutien diffus », ou « généralisé »⁷, qui représente les attitudes ou les sentiments les plus abstraits, l'attachement aux grandes valeurs qui sous-tendent la légitimité que les citoyens accordent à un système démocratique : lorsque l'on évoque la « communauté de destin » ou la « communauté de valeurs », l'attachement aux grands principes généraux d'une Europe de la paix et de la démocratie, on est clairement à ce niveau plus « diffus » de soutien politique. La seconde facette est plus évaluative, on la qualifie de « soutien spécifique », conditionnel si l'on préfère. Cette dimension se situe plutôt du côté de l'évaluation des performances du système démocratique, du jugement sur les acteurs du système politique et des « politiques », les politiques publiques engagées par les autorités publiques.**

Les données de l'Eurobaromètre montrent habituellement que le soutien à l'intégration européenne est d'autant plus élevé qu'il s'exprime au niveau le plus diffus.

6. CHOPIN T. et RIVIÈRE E. 2019. « *Populismes : la 'faute à l'Europe' ?* », Institut Jacques Delors et Centre Kantar sur le Futur de l'Europe, avril 2019.

7. Voir les travaux d'EASTON D. 1965. *A Systems Analysis of Political Life*, John Wiley and Sons.

On se reportera également à CAUTRÈS B. 2014. « *Les Européens aiment-ils (toujours) l'Europe ?* », *La Documentation française*, réflexe Europe.

On peut ainsi observer, dans les données de l'Eurobaromètre 92 (automne 2019), qu'**en France l'attachement à l'UE (53%) ou encore le fait de s'en sentir citoyen (58%) sont majoritaires**. De même, l'Union européenne est associée, aux yeux des Français, à la liberté de circuler (46%) ou à la paix (37%). **En revanche, les dimensions évaluatives sont tout de suite moins favorables : 57% estiment que l'Union européenne est « éloignée » et 65% pensent qu'elle n'est pas « efficace » (contre 49% pour l'ensemble des opinions des États membres)**. On a donc tout intérêt, pour comprendre en profondeur les opinions des Français vis-à-vis de l'UE à se rapprocher davantage des perceptions évaluatives afin d'éviter l'écueil d'un niveau d'analyse trop générale. Nous avons fait le choix de mesurer tout d'abord ces perceptions évaluatives dans leur dimension la plus générale possible. Les analyses présentées ensuite viendront compléter ce tableau et décliner en termes plus spécifiques encore les évaluations que font les Français de l'action publique ou des réalisations de l'UE. Par ailleurs, **on ne peut comprendre les attitudes des Français vis-à-vis de l'intégration européenne sans les comparer aux autres Européens. Quelle place occupe la France parmi les autres pays membres de l'UE, en termes de soutien des opinions à l'intégration européenne ?**

Pour répondre à cette question en tenant compte des dimensions évaluatives les plus générales, on dispose, dans les données de l'Eurobaromètre de l'automne 2019, de nombreux indicateurs. Nous en avons sélectionné quatorze de manière à avoir un spectre d'opinions assez large. On a retenu les indicateurs suivants : la confiance dans l'Union européenne, dans le Parlement européen, la Commission européenne, la Banque Centrale Européenne ; l'optimisme concernant l'avenir de l'UE ; la satisfaction pour le fonctionnement de la démocratie dans l'UE ; le sentiment de ne pas comprendre le fonctionnement de l'UE ou que le pays pourrait mieux faire face au futur s'il était en dehors de l'UE ; la demande que plus de décisions devraient être prises au niveau de l'UE ; le sentiment que les intérêts du pays sont bien pris en compte dans l'UE ; que la voix des citoyens de l'UE devrait être davantage prise en compte dans les décisions concernant l'avenir de l'Europe ; l'opinion selon laquelle sa voix compte dans l'UE ; l'opinion selon laquelle les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction dans l'UE et enfin l'image (positive ou négative) de l'Union européenne.

Deux types d'analyses statistiques multivariées ont été réalisés. Dans un premier temps nous avons recherché les grandes dimensions sous-jacentes aux réponses données sur les quatorze indicateurs retenus, en réalisant une série d'analyses fac-

torielles. L'analyse porte sur l'ensemble des 28 pays membres⁸ afin de positionner la France relativement aux autres. L'analyse multivariée montre que trois dimensions principales structurent les réponses. Alors que l'analyse porte sur quatorze variables et 48 items de réponses, ces trois premières dimensions rendent compte de près de 30% de la variance totale⁹. Le nuage des points est notamment structuré par la première de ces trois dimensions¹⁰, qui condense les profils de réponses les plus opposés : cette première dimension oppose toutes les réponses positives à toutes les réponses négatives. Les seconde et troisième dimensions de l'analyse, sont des sous-dimensions moins structurantes et opposent les modalités de réponses intermédiaires (du type « plutôt d'accord » ou « plutôt pas d'accord ») aux modalités de réponses extrêmes (du type « tout à fait d'accord » ou « pas du tout d'accord ») ou opposent entre elles les modalités de réponses intermédiaires. Il s'agit là d'un résultat classique en analyse factorielle dès lors que les variables analysées sont des échelles ordinales¹¹. Cette structuration secondaire des données est moins intéressante et elle est en partie liée au codage des modalités du questionnaire de l'Eurobaromètre. C'est la raison pour laquelle nous ne retenons, à ce stade de nos analyses, que le contraste le plus fort entre les items de réponse les plus positifs et les plus négatifs, c'est-à-dire la première dimension de l'analyse factorielle.

1.3 ■ Géographie et typologie des opinions vis-à-vis de l'UE : les Français dans le groupe des Européens les plus négatifs vis-à-vis de l'UE

Cette première dimension d'analyse est principalement structurée par les quatre questions qui portent sur la confiance : confiance dans l'UE, dans le Parlement, le Commission et la Banque centrale. Si les modalités de réponses relatives à l'optimisme dans le futur de l'UE ou à la satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie dans l'UE sont également importantes, on voit néanmoins que **la principale source de soutien ou d'opposition à l'intégration européenne et à l'UE est**

8. Le Royaume-Uni était encore un État membre de l'UE au moment de la réalisation de cette enquête.

9. Pourcentages même nettement supérieurs lorsque l'on considère les taux modifiés de variance expliquée (taux de Benzécri) : c'est alors 96.3% de la variance que les trois premières dimensions expliquent.

10. La première dimension de l'analyse factorielle des correspondances multiples explique 16% de la variance totale et même 79.8% lorsque l'on considère le taux modifié (taux de Benzécri).

11. Au plan des méthodes statistiques multivariées on appelle ce résultat classique un « effet Guttman » ou effet « fer à cheval ». Le graphique du nuage des points (voir ci-dessous) présente en effet une forme en U qui ressemble à un fer à cheval.

la question de la confiance. Les travaux de science politique consacrés à la question du soutien des citoyens aux systèmes politiques et à la légitimité populaire ont montré depuis longtemps que le soutien politique, la légitimité et la confiance (sociale et politique) entretiennent des liens très étroits¹². Si l'on classe les pays le long de cette première dimension **on voit à quel point la première fracture qui clive l'Europe est d'abord et avant tout nationale : les 28 pays forment une mosaïque, un continent divisé en sous-zones géographiques. Aux deux extrémités de cette première division s'opposent les pays les plus favorables et les pays les moins favorables aux logiques de l'intégration européenne. Dans le premier groupe, on trouve (par ordre croissant de soutien à l'UE) l'Irlande, le Danemark, le Portugal, le Luxembourg, la Lituanie, la Roumanie et Malte ; dans le second groupe (par ordre croissant d'opposition à l'Europe), la Slovénie, Chypre, la République tchèque, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Grèce.**

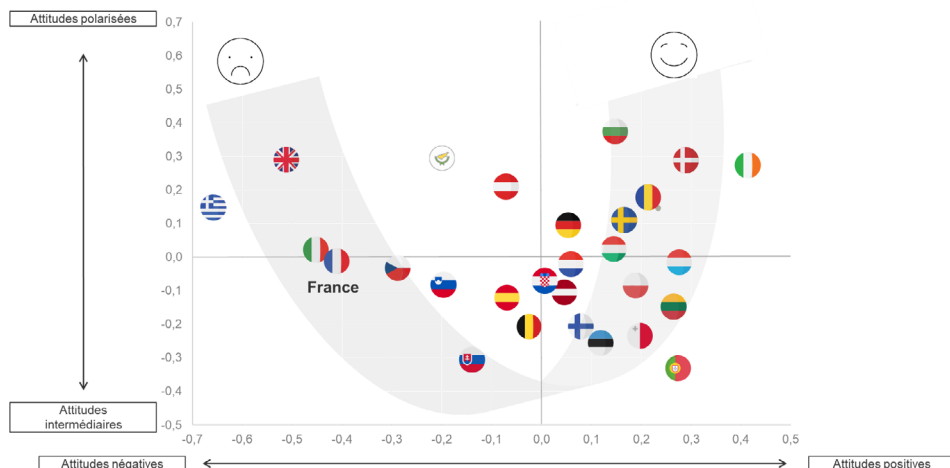
Entre ces deux groupes de pays fortement opposés, on trouve deux groupes de pays dont les opinions publiques sont dans une situation intermédiaire. Le premier de ces deux groupes peut être qualifié de plutôt positif vis-à-vis de l'Union européenne : la Pologne, la Suède, la Bulgarie, la Hongrie, l'Estonie, la Finlande, les Pays-Bas. Le second groupe de pays, intermédiaires entre les pays les plus positifs et les pays les plus négatifs, peut être qualifié de plutôt négatif vis-à-vis de l'UE : on y trouve (par ordre croissant des opinions négatives sur l'Europe), l'Allemagne, la Lettonie, la Croatie, la Belgique, l'Autriche, l'Espagne, la Slovaquie. Cette géographie des opinions relatives à un niveau de soutien général à l'UE montre tout d'abord à quel point plus d'une décennie de crise, depuis 2008, a profondément rebattu les cartes auxquelles les analyses de l'opinion publique européenne étaient habituées.

Le graphique 3 représente cette géographie des opinions vis-à-vis de l'UE. Elle s'organise autour d'une courbe en U ouvert, dont les extrémités représentent les positions les plus affirmées (négatives à gauche et positive à droite) le creux de cette courbe étant l'espace des positions plus nuancées.

Cette géographie n'est pas la seule fracture qui caractérise l'espace européen des opinions vis-à-vis de l'Union européenne. Une importante fracture sociale pèse également de tout son poids : partout en Europe, l'intégration européenne est négativement perçue par les classes populaires, les ouvriers, les chômeurs, ceux

¹². Sur les liens entre ces concepts, voir : TORCAL M. and MONTERO J.R. (eds.) 2006. *Political disaffection in contemporary democracies. Social capital, institutions and politics*. Londres, Routledge.

GRAPHIQUE 3 ■ La géographie des opinions vis-à-vis de l'UE



Source : Eurobaromètre 92, analyses réalisées par les auteurs

qui ont terminé leurs études avant l'âge de 16 ans. **Se sentir exclu socialement, exposé au risque du chômage, appartenir aux catégories les moins favorisées correspond très largement à une représentation de l'Europe et de son intégration économique comme une menace de perte des protections sociales nationales.**

Si les clivages sociologiques pèsent d'un poids très lourd pour comprendre la mosaïque des attitudes des Européens vis-à-vis de l'UE, **ces clivages se retrouvent bien évidemment à l'intérieur de chaque pays et c'est particulièrement le cas en France**, comme nous le verrons par la suite. Pour le moment, retenons que la France confirme ici sa place parmi le groupe des pays les moins favorables à l'UE. Ce résultat est très robuste mais rappelons qu'il s'agit ici d'une **analyse relative aux dimensions les plus générales du soutien à l'UE. Le questionnaire de l'Eurobaromètre 92 comporte de nombreuses autres dimensions qui vont permettre de montrer que, sur certains points, les Français ne sont pas unanimement et uniquement négatifs vis-à-vis de l'UE même si le jugement général est très sombre.**

Une seconde analyse multivariée a été conduite pour **mieux comprendre les logiques individuelles du soutien à l'UE.** Nous avons jusqu'ici comparé les positions moyennes des pays. Mais **les résultats obtenus se maintiennent-ils si l'on cherche à classer non plus les pays mais les Européens (en catégories) et que**

l'on se demande à quelle catégorie appartiennent avant tout les Français ? Pour répondre à cette seconde grande question, nous avons réalisé une analyse typologique. Basée sur les résultats de l'analyse factorielle, cette analyse typologique est une analyse de classification visant à identifier des groupes ou des « classes » (des clusters). On peut alors **identifier quatre groupes ou types d'Européens. Le premier, le plus nombreux, est celui des Européens assez positifs vis-à-vis de l'UE** et représente 46% de l'ensemble des Européens ; **le second groupe représente les Européens assez négatifs vis-à-vis de l'UE** et représente 35% des personnes interrogées par l'Eurobaromètre ; **le troisième groupe est celui des Européens les plus positifs**, et il pèse 11% ; enfin, **le quatrième groupe, celui des opinions les plus fortement négatives** représente 8% des personnes interrogées. **Les Français se répartissent ainsi : 37% appartiennent au premier groupe, 43% au second groupe, 5% au troisième groupe et 15% au dernier groupe.** À titre de comparaison, les Allemands sont 44% dans le premier groupe, 36% dans le second, 14% dans le troisième et seulement 6% dans le quatrième groupe.

2 ■ UN EUROSCEPTICISME TRÈS FORT MAIS COMPLEXE ET LOIN D'ÊTRE SYSTÉMATIQUE

Ces analyses montrent la position plus critique de la moyenne des Français par rapport aux citoyens des autres pays, tout en rappelant que ce positionnement, loin d'être binaire et univoque, situe un grand nombre de Français dans une attitude plus ambivalente. Cela se traduit par des contrastes importants, sortes de mouvement de bascule qui aboutissent à ce que, tout en détenant des records d'opinions négatives sur certaines dimensions, les Français peuvent à l'occasion se situer au-dessus de la moyenne, et exprimer très majoritairement des attitudes proeuropéennes. Plutôt que d'y voir des contradictions, il est utile de regarder où et pourquoi se produit la bascule. Comme souligné plus haut, le balancier est clairement négatif s'agissant de la confiance. Cela vaut non seulement pour la confiance dans l'Union européenne évoquée ci-dessus, mais pour la plupart des questions de confiance dans les institutions européennes : lorsqu'ils s'expriment sur la confiance que leur inspirent la Commission européenne et le Parlement européen, les réponses des Français classent leur pays à l'avant dernière place avant... le Royaume-Uni. Notons que le mot confiance pèse probablement autant que le mot européen dans ces résultats. Les Français se distinguent aussi comme les citoyens les plus sévères quand il s'agit d'exprimer leur confiance dans leur gouvernement ou les partis politiques. De même, la France est parmi les derniers du classement européen quand il s'agit de qualifier la situation de l'économie européenne, ou de dire si l'Europe comme leur pays va « dans la bonne direction ».

Cette morosité qui situe les Français parmi les peuples dubitatifs et frustrés ne s'applique donc pas uniquement aux sujets européens. Ponctuellement, on constate néanmoins un grief spécifiquement européen : dans les pays où moins de la moitié des habitants estiment que la démocratie fonctionne bien, le jugement porté sur la démocratie à l'échelle européenne est en général plus favorable. C'est le cas particulièrement en Roumanie, en Bulgarie, en Croatie, en Lituanie, également à Chypre, en Slovaquie et dans une moindre mesure en Espagne. **Mais la France est, avec la Grèce et le Royaume-Uni, l'un des rares pays plus sévère sur le fonctionnement de la démocratie en Europe que sur le territoire national.**

À l'inverse, sur un certain nombre de dimensions testées dans les enquêtes Eurobaromètre, la France ne se distingue pas par le caractère rétif ou eurosceptique de ses habitants. C'est le cas pour l'une des questions les plus cruciales : **interrogés sur la possibilité que leur pays puisse mieux faire face à l'avenir en dehors de l'Europe, 30% des Français, soit le 12ème rang européen, expriment cette croyance, contre 58% qui la réfutent.** La France est ici proche de la moyenne. C'est également le cas quand il s'agit d'approuver que plus de décisions soient prises au niveau européen. 54% des Français approuvent cette idée, proportion qui égale la moyenne européenne. C'est du reste aussi le cas en Italie (54%) et presque le cas en Grèce (52%), dont les populations expriment par ailleurs une défiance à l'égard de l'Europe proche de celle des Français. Il est ici intéressant de noter que le club des rétifs, outre le Royaume-Uni habitué des derniers rangs, est constitué de la Suède, de la Finlande et du Danemark, ainsi que de la Slovaquie et de la République tchèque. Dans le détail, les Français expriment un soutien majoritaire en Europe en faveur d'une politique commune de défense, une politique étrangère commune, une politique commune d'immigration. Et 72% des Français soutiennent le principe d'une union monétaire et de la monnaie commune.

Les Français sont également très nombreux (81% dans l'Eurobarometre standard du printemps 2019) et au-dessus de la moyenne de l'UE (78%) pour réclamer que davantage de décisions soient prises au niveau européen. L'environnement et le défi climatique en particulier constituent un thème caractéristique où l'UE est attendue parce que, selon les Français, elle dispose de la taille critique indispensable pour agir au bon niveau. Il est ainsi des sujets qui sont spécifiquement mis à l'agenda européen. Cela apparaît notamment dans la comparaison entre les principaux sujets de préoccupation 'pour la France' et 'pour l'Union européenne', suivis par deux questions des Eurobaromètres Standards. Cités par 23% des Français comme étant l'un des deux principaux problèmes du pays, l'environnement et le changement climatique sont identifiés par 30% comme un problème pour l'UE.

TABEAU 1 ■ Les problèmes le plus importants selon les Français

EB standard 92, automne 2019

AUXQUELS LA FRANCE DOIT FAIRE FACE	AUXQUELS L'UE DOIT FAIRE FACE
Le chômage 30%	L'immigration 32%
La hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie 24%	L'environnement et le changement climatique 30%
L'environnement et le changement climatique 23%	Le terrorisme 21%
Les retraites 18%	La situation économique 18%

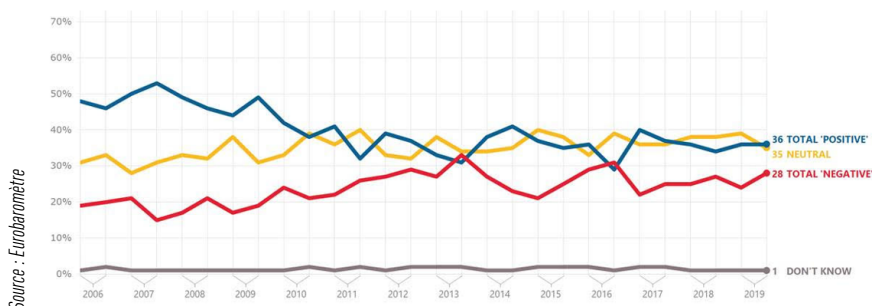
Le décalage est encore plus frappant s'agissant de l'immigration, en tête (32%) des problèmes auxquels on estime que l'UE est confrontée, quand il ne figure qu'au 6ème rang (14%) des problèmes pour le pays. Le fait qu'il y ait un décalage entre les deux agendas fixés par les citoyens pour le pays et par l'UE souligne que l'Union européenne est attendue, et son utilité au moins théorique reconnue, sur deux défis dont l'un, l'environnement, ne cesse de gagner en importance.

2.1 ■ Les ambivalents vis-à-vis de l'Europe, révélateurs de ses vertus et de ses faiblesses

Si la France se distingue par les avis négatifs de ses habitants sur de nombreux thèmes relatifs à l'Europe, il n'en reste pas moins que, ponctuellement, les attitudes proeuropéennes peuvent rassembler près des ¾ des Français. Ces variations entre attitudes pro et antieuropéennes sont souvent le fait d'individus ambivalents à l'égard de l'Europe, quand les citoyens aux vues plus affirmées expriment en général des opinions plus homogènes et cohérentes. Pour en rendre compte nous nous sommes appuyés sur une question classique de l'Eurobaromètre standard qui invite les personnes interrogées à dire quelle image elles ont de l'Union européenne : positive, négative ou neutre ?

GRAPHIQUE 4 ■ Perception de l'appartenance à l'UE en France

Q In general, does the EU conjure up for you a very positive, fairly positive, neutral, fairly negative or very negative image?
(% - FR)



Sur les 28 pays de l'UE, les réponses se répartissent comme suit : 42% positive, 20% négative, 37% neutre. Les avis positifs ont progressé d'une vingtaine de points depuis 2011, sans retrouver le niveau antérieur à la crise financière, autour de 50%.

En France aussi la moitié des habitants avaient une image positive de l'UE (53% à l'automne 2007), **et comme pour la moyenne de l'UE cette proportion a baissé de 20 points** (31% à l'automne 2013). Mais elle n'est jamais repartie à la hausse, et s'établit aujourd'hui à 36% d'avis positifs, 28% de jugement négatifs, et 35% de neutres.

À l'aune de cette question, **la France est davantage coupée en trois qu'en deux sur la question européenne et cette lecture est à la fois plus proche de la réalité du rapport des Français à l'Europe** et plus éclairante pour en décortiquer les mécanismes :

- **Confirmant les constats rappelés plus haut, les personnes qui émettent un jugement positif sont plus nombreuses à la fois chez les plus jeunes et les plus âgés, les catégories supérieures et les urbains, et ceux qui ont poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà.** S'ils n'échappent ni à la morosité ambiante, ni à la défiance qui prévaut en France, ils expriment des jugements « europhiles » sur quasiment toutes les dimensions testées dans les enquêtes Eurobaromètre Standard, sauf quand il s'agit de qualifier l'Europe d'« efficace » ou de reconnaître qu'elle est « éloignée ».
- **Les personnes qui ont une image négative de l'Europe se recrutent dans les âges intermédiaires, les moins diplômés, les ouvriers et les chômeurs et ceux qui éprouvent les plus grandes difficultés financières. On les trouve plus souvent à droite, quand les partisans de l'Europe penchent davantage à gauche.** Ils renforcent toutes les positions critiques à l'égard de l'UE énoncées plus haut, sans pour autant se montrer systématiquement critiques. Par exemple ils soutiennent majoritairement les politiques communes de défense, d'énergie et même d'immigration, et s'ils soutiennent du bout des lèvres la monnaie commune, ils se réjouissent du droit pour les citoyens européens de vivre et de travailler partout en Europe.

Entre les inconditionnels et les eurosceptiques, les neutres ont aussi leurs caractéristiques sociologiques. Plus souvent des femmes, ni aisés ni gênés, peu alignés politiquement, et plus jeunes que la moyenne. Mais ce qui nous intéresse surtout ici, c'est de comprendre comment et sur quelles dimensions ces personnes qui ont un jugement balancé sur l'UE vont tantôt renforcer le camp des eurosceptiques, tantôt se rallier aux europhiles.

En effet ce sont eux qui nous fournissent les clefs de compréhension des variations des attitudes vis-à-vis de l'Europe. S'appuyant sur un cumul des deux enquêtes Eurobaromètre Standard de 2019, l'analyse qui suit consiste à étudier comment les « neutres » quant à l'image de l'Europe, qui se révèlent être effectivement ambivalents, vont tantôt se rapprocher des « positifs » tantôt répondre comme les « négatifs ». Plus précisément, parce que parmi ces ambivalents se trouvent beaucoup de gens qui n'ont tout simplement pas d'avis ou manifestent de l'indifférence à l'égard de toutes ces questions, nous faisons porter ces comparaisons sur les personnes qui, tout en exprimant un jugement neutre, nous indiquent aussi parler au moins occasionnellement de politique européenne. Ce sont ces « ambivalents impliqués » dont nous nous efforcerons de comprendre comment ils peuvent basculer d'attitudes pro européennes à des attitudes négatives vis-à-vis de l'UE.

2.2 ■ Ouverture aux autres et adhésion aux principes

Une première caractéristique de ces ‘ambivalents’, qui les rapproche des ‘positifs’ tout en les distinguant des ‘négatifs’, c’est leur degré d’ouverture, et leur massive adhésion à la libre circulation et au droit de travailler comme de vivre dans tous les États membres. Ils se distinguent des négatifs par leur acceptation de l’immigration intra européenne, et par le sentiment que « dans l’UE, les gens ont beaucoup de choses en commun », ce à quoi n’adhèrent pas du tout les ‘négatifs’.

TABLEAU 2 ■ Attitudes vis-à-vis de l'ouverture

QUESTIONS	ITEMS	IMAGE DE L'UE		
		POSITIFS	AMBIVALENTS	NÉGATIFS
Le droit pour les citoyens de l'UE de travailler dans tous les États membres de l'UE	Une bonne chose	89%	84%	61%
L'immigration de personnes venant d'autres États membres de l'UE	Total 'Positif'	79%	67%	40%
La libre circulation des citoyens de l'UE qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'UE	Pour	92%	87%	67%
Le droit pour les citoyens de l'UE de vivre dans tous les États membres de l'UE	Une bonne chose	88%	81%	62%
Dans l'UE, les gens ont beaucoup de choses en commun	Total 'd'accord'	67%	54%	29%

Source : Eurobaromètre

Une autre caractéristique de ces ‘ambivalents’ réside dans leur soutien très majoritaire aux différentes politiques communes. Même si les eurosceptiques peuvent s’y rallier également, les ambivalents s’en détachent et expriment des soutiens très proches de ceux des europhiles. Sur le principe de « prendre davantage de décisions au niveau de l’UE », 58% des ‘ambivalents’ y sont favorables 22 points de plus que les eurosceptiques.

TABLEAU 3 ■ Attitudes vis-à-vis des politiques communes

QUESTIONS	ITEMS	IMAGE DE L'UE		
		POSITIFS	AMBIVALENTS	NÉGATIFS
Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	Pour	89%	76%	47%
Une politique énergétique commune des États membres de l'UE	Pour	88%	81%	60%
Une politique européenne commune en matière de migration	Total 'd'accord'	81%	74%	56%
Une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'UE	Pour	86%	80%	61%
La politique commerciale commune de l'UE	Pour	79%	66%	45%
Plus de décisions devraient être prises au niveau de l'UE	Total 'd'accord'	74%	58%	36%

Source : Eurobaromètre

Enfin, **on observe chez les ‘ambivalents’ une conviction, que ne partagent pas les eurosceptiques, que la voix de l’Union européenne compte dans le monde.** Or il s’agit là d’une dimension importante pour un certain nombre de Français, qui voient en l’Europe un moyen de s’opposer, avec plus de chance de succès que la France isolée, à d’autres puissances perçues aujourd’hui comme particulièrement inquiétantes ou menaçantes. De même, une majorité d’entre eux estiment que l’UE dispose de suffisamment de pouvoir pour défendre ses intérêts. Quant à la question cruciale d’une meilleure situation face à l’avenir si la France n’était pas dans l’UE, ils la récusent à 58%, alors qu’une majorité des ‘négatifs’ croient que la France s’en sortirait mieux hors de l’UE.

TABLEAU 4 ■ Influence et appartenance

QUESTIONS	ITEMS	IMAGE DE L'UE		
		POSITIFS	AMBIVALENTS	NÉGATIFS
La voix de l'UE compte dans le monde	Total 'd'accord'	84%	73%	39%
(NOTRE PAYS) pourrait mieux faire face au futur s'il/elle était en dehors de l'UE	Total 'Pas d'accord'	79%	62%	35%
L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale	Total 'd'accord'	65%	58%	44%

Source : Eurobaromètre

Sur un certain nombre de dimensions, les personnes qui adoptent cette position intermédiaire d'un jugement « neutre » sur l'Union européenne sont équidistants entre les europhiles et les eurosceptiques. C'est le cas quand il s'agit d'appliquer à l'Union européenne le qualificatif de « moderne », ou d'exprimer leur optimisme quant à l'avenir de l'UE. Ils se montrent partagés sur ces questions qui opposent nettement europhiles et eurosceptiques.

2.3 ■ Défiance et déception

Sur certains aspects, et non des moindres, les 'ambivalents' se rapprochent en revanche nettement de l'opinion de ceux qui ont une mauvaise image de l'Europe. Cela s'applique notamment aux différentes dimensions de la confiance mesurées dans l'Eurobaromètre. Tandis que plus des deux tiers des personnes qui ont une bonne image de l'Union européenne expriment leur confiance dans les différentes institutions, c'est le cas de moins d'un tiers des Européens ambivalents qui, à ce titre, penchent plutôt vers la défiance, massive, des détracteurs de l'UE. Lorsqu'il s'agit d'exprimer leur niveau de confiance dans l'Union européenne au sens large, ils se situent plus de 40 points en dessous des europhiles, leur défiance n'étant que de 18 points inférieure à celle des eurosceptiques.

TABLEAU 5 ■ Les dimensions de la confiance

QUESTIONS	ITEMS	IMAGE DE L'UE		
		POSITIFS	AMBIVALENTS IMPLIQUÉS	NÉGATIFS
Confiance dans la Commission européenne	Plutôt confiance	64%	36%	9%
Confiance dans le Parlement européen	Plutôt confiance	68%	35%	11%
Confiance dans l'UE	Plutôt confiance	65%	22%	4%

Source : Eurobaromètre

Ce constat peut être sinon nuancé du moins expliqué par une certaine propension, de la part de ces citoyens ambivalents, à se méfier non seulement des institutions mais de l'avenir. Leur pessimisme à l'égard de la situation économique de leur pays comme de l'Europe est proche de celui des eurosceptiques, nettement supérieur à celui des europhiles qui pourtant ne brillent pas par leur enthousiasme. Ils doutent également que les intérêts de la France soient bien pris en compte au sein de l'UE. Leur sentiment que les choses ne vont pas dans la bonne direction dans l'UE est massif, et cette inquiétude les rapproche, là encore, des eurosceptiques.

TABLEAU 6 ■ Perception de la situation et perspectives d'avenir

QUESTIONS	ITEMS	IMAGE DE L'UE		
		POSITIFS	AMBIVALENTS	NÉGATIFS
La situation de l'économie française	Total 'Bonne'	47%	25%	16%
La situation de l'économie européenne	Total 'Bonne'	51%	22%	13%
Les intérêts de la France sont bien pris en compte dans l'UE	Total 'd'accord'	73%	41%	20%
les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction dans l'UE	Bonne	42%	17%	2%

Source : Eurobaromètre

Une singularité achève de nous éclairer sur l'ambivalence de ces citoyens mitigés. Les enquêtes Eurobaromètre Standard posent deux questions sur un même objet,

l'une consistant à demander si le qualificatif « démocratique » s'applique bien à l'Europe, l'autre si l'on est satisfait du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne. Les partisans de l'Europe sont largement convaincus de son caractère démocratique (81%) et à peine moins nombreux (72%) à juger que cette démocratie européenne fonctionne. Les détracteurs de l'UE sont tout aussi cohérents. Récusant le qualificatif « démocratique » que seuls 25% lui attribuent, quand 16% se satisfont du fonctionnement démocratique. On observe que dans les deux catégories, le jugement sur le fonctionnement de la démocratie est d'une dizaine de points inférieur à l'attribution de ce qualificatif à l'Europe. **Chez les 'ambiva-lents', la décote est de 20 points. 58% jugent l'Europe démocratique, mais 39% se satisfont de la manière dont la démocratie y fonctionne.**

TABLEAU 7 ■ UE et démocratie

QUESTIONS	ITEMS	IMAGE DE L'UE		
		POSITIFS	AMBIVALENTS	NÉGATIFS
Démocratique	Total 'Décrit bien' l'UE	81%	58%	25%
Le fonctionnement de la démocratie dans l'UE	Total 'Satis-fait(e)'	72%	39%	16%

Source : Eurobaromètre

Ce décalage résume bien l'ambivalence de ces personnes basculant d'un bord à l'autre dans leur perception de l'Europe : l'idée est belle, mais ça ne marche pas comme ils le souhaiteraient. Cette Europe qu'ils n'envisagent pas de quitter, se montrant plus ouverts aux autres que les eurosceptiques et croyant aux vertus de la coopération internationale, ils ont souvent l'impression d'en constater davantage les limites que les vertus. Ils ont un problème relationnel avec une Europe qui leur échappe.

2.4 ■ De la méconnaissance à la désespérance

Un dernier angle de cette comparaison entre les pros, les ambivalents et les antis donne une clef de compréhension de la manière dont l'adhésion de principe peut être commuée en méfiance chez des gens qui ne veulent plus être déçus ou bernés. Les proeuropéens, ont le sentiment de bien comprendre comment fonctionne l'Europe. Les eurosceptiques non, les ambivalents guère plus. Mais chacun s'accorde à dire que l'Europe est « éloignée », et à reconnaître ne pas être très bien informés sur les questions européennes.

TABEAU 8 ■ Connaissance et proximité

QUESTIONS	ITEMS	IMAGE DE L'UE		
		POSITIFS	AMBIVALENTS	NÉGATIFS
Je comprends le fonctionnement de l'UE	Total 'd'accord'	68%	48%	36%
Eloignée	Total décrit bien l'UE	55%	61%	64%
En général, dans quelle mesure pensez-vous être bien informé(e) ou pas sur les questions européennes ?	Total Bien	31%	16%	13%

Source : Eurobaromètre

C'est un élément majeur du rapport des Français à l'Europe, car il s'agit d'une des dimensions sur laquelle la France occupe le dernier rang parmi les 28. Cette mésinformation se vérifiait encore récemment dans une enquête Kantar sur la gestion de la crise du Covid-19, où la connaissance des dispositions prises par l'UE contre la pandémie et ses conséquences était aussi faible en France qu'au Royaume-Uni, de respectivement 10 et 20 points inférieure aux niveaux affichés en Allemagne et en Italie. Seuls 31% des pro-Européens se disent bien informés. Leur conviction européenne est suffisamment bien arrimée pour que cela n'ait pas de conséquence sur leur adhésion, qui fait partie de leur identité politique. Les antis n'ont pas besoin d'en connaître davantage, leur conviction est faite. Chez les ambivalents, l'adhésion de principe au projet, dans sa dimension d'ouverture et de coopération, est trop peu nourrie de preuves pour pouvoir s'accommoder de cette méconnaissance et de cet éloignement. Les « ambivalents » sont à ce titre une parfaite illustration de la distinction évoquée au début de cette étude entre le sou-

tien diffus, reposant sur des principes et des valeurs, et le soutien spécifique, qui s'appuie sur des constats quant à la performance perçue des politiques menées.

Que la France, pays fondateur et deuxième puissance économique porte le bonnet d'âne européen en matière de niveau d'information de ses citoyens est à la fois un paradoxe et un handicap. On peut en blâmer les médias qui ne joueraient pas leur rôle, ou le personnel politique national, qui tendrait à s'approprier les bénéfices de l'action de l'UE pour n'en souligner que les manques et les contraintes, ou encore la faible place faite à l'Europe dans notre système éducatif. Mais ce sont là des explications insuffisantes, et il serait naïf de penser que la France serait le seul pays où les médias éviteraient les sujets âpres, où les élus tireraient la couverture à eux et chercheraient des boucs émissaires faciles. Il faut qu'il y ait autre chose qui fasse obstacle à l'appropriation par les Français de la réalité politique et économique de l'Union européenne et de ses modes de fonctionnement.

3 ■ COMMENT EXPLIQUER L'AMBIVALENCE DES RAPPORTS ENTRE LES FRANÇAIS ET L' « EUROPE » ?

De nombreuses analyses ont cherché à éclairer cette relation particulière que ce soit d'un point de vue historique¹³, de science politique¹⁴ ou encore philosophique¹⁵. Au-delà de ces différentes lectures, le facteur « culturel » mérite une attention particulière. On sait que l'Europe est un « produit national », que « la diversité des motivations des États est une réalité durable. Elle s'exprime par des visions distinctes, dont la nature idéale est tempérée par la confrontation avec celles des partenaires. Chaque État a ses propres attentes mais la similarité des démarches est frappantes »¹⁶. Dans une telle perspective, Zbigniew Brzezinski avait décrit dans des termes limpides la vision française de l'Europe : « À travers la construction européenne, la France vise la réincarnation, l'Allemagne la rédemption. (...) L'Europe fournit à la France le moyen de renouer avec sa grandeur passée (...). La création d'une « véritable » Europe « de l'Atlantique à l'Oural », selon les termes du général de Gaulle – vise à mettre un terme à cette situation inadmissible. Et ce projet, puisqu'il doit être conduit depuis Paris, rendra à la France la grandeur qui, selon ses citoyens, correspond à la destinée élective de la nation »¹⁷.

C'est précisément cette logique de « réincarnation » ou de « projection »¹⁸ nationale qui nourrit l'ambivalence des rapports de la France à l'Europe : ou bien cette dernière est alors perçue comme un « instrument » au service de la France (c'est

13. Voir notamment, BOSSUAT G. 2005. *Faire l'Europe sans défaire la France. 60 ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, P.I.E-Peter Lang, coll. « Euroclio. Études et documents » ; et DULPHY A. et MANIGAND C. 2006. *La France au risque de l'Europe*, Armand Colin.

14. BOY D., CAUTRÈS B. et SAUGER N. 2009. *Les Français, des Européens comme les autres ?*, Presses de Sciences Po.

15. LACROIX J. 2008. *La Pensée française à l'épreuve de l'Europe*, Grasset.

16. Cf. FOUCHER M. 2000. *La République européenne*, Belin, p. 66-68.

17. BRZEZINSKI Z. 1997. *The Grand Chessboard* (trad. française, Hachette, « Pluriel », 1997), p. 91-92.

18. Nous avons complété cette lecture en distinguant quatre logiques à l'œuvre dans les rapports qu'entretiennent les différents États avec la construction européenne : à côté des logiques de « réincarnation » et de « rédemption », celles de « sublimation » (c'est-à-dire une volonté de transformation rapide d'un état – ici politique et économique – dans un autre) qui correspond assez bien aux pays du Sud de l'Europe et aux pays d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint un espace positivement connoté, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique) et d'« optimisation » (qui correspond(ait) assez bien à la démarche plus « utilitariste » du Royaume-Uni et de manière générale des pays de l'AELE), in BERTONCINI Y. et CHOPIN T. 2010. *Politique européenne. États, pouvoirs et citoyens de l'Union européenne*, Presses de Sciences Po-Daloz, coll. « Amphis », première partie, chapitre 2.

l'Europe comme « levier d'Archimède », chère au général de Gaulle) ; ou bien elle agit comme un révélateur ou un miroir déformant de la fameuse « exception française », en Europe aussi, comme en avait témoigné le référendum du 29 mai 2005¹⁹. Pascal Perrineau l'a exprimé à nouveau récemment dans ces termes : « Nombre de nos concitoyens semblent utiliser l'Europe comme un écran noir sur lequel ils projettent leurs inquiétudes économiques, sociales et identitaires. L'Europe, dans un premier temps perçue comme une instance de projection positive des rêves de paix et de croissance dans les trois décennies qui suivirent le traité de Rome (1957), est peu à peu devenue un bouc émissaire des difficultés françaises. À droite comme à gauche, et particulièrement à l'extrême des deux camps, de nombreuses forces politiques en ont fait une arme politique. L'Europe incarne à la fois un mal bureaucratique, un mal néolibéral, un mal cosmopolite, un mal interventionniste »²⁰.

Cette logique nationale de projection révèle des traits culturels spécifiques qui peuvent être regroupés de la manière suivante :

- une culture politique et institutionnelle unitaire en déphasage avec l'univers polyarchique de l'UE ;
- une vision économique défiante vis-à-vis du libéralisme et donc difficilement compatible avec le marché européen ;
- et une identité gallicane mal à l'aise dans l'Union à 27.

Ces spécificités françaises s'inscrivent dans la longue durée comme dans l'histoire des dernières décennies, qui ont vu la naissance et le développement de la « construction européenne »²¹.

19. Voir BERTONCINI Y. et CHOPIN T. 2005. « Impressions de campagne. Le référendum du 29 mai 2005 et le malaise culturel français », in *Le Débat*, n°137, novembre-décembre 2005.

20. PERRINEAU P. 2019. *Le Grand écart. Chronique d'une démocratie fragmentée*, Op. cit., p. 33-34.

D'autres travaux ont montré que pour saisir ces perceptions différenciées de l'Europe, à gauche et à droite du spectre politique, il fallait distinguer deux dimensions dans les opinions des Français (une dimension générale d'opposition ou de soutien à l'Europe et une dimension plus idéologique où le clivage gauche-droite reprenait son importance).

Voir sur cette question : BELOT C., CAUTRÈS B. et STRUDEL S. 2013. "L'Europe comme enjeu clivant: ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012." *Revue française de science politique*, 63 (6), pp. 1081-1112.

21. CHOPIN T. 2008 *France-Europe. Le bal des hypocrites*, Éditions Saint-Simon.

3.1 ■ Une culture politique unitaire en décalage avec la culture européenne du compromis

Une première spécificité culturelle française semble constituer un facteur explicatif important pour rendre compte du rapport des Français à l'UE : une conception unitaire de la souveraineté et de la « volonté générale ». À l'inverse, l'organisation et la culture institutionnelles d'un pays tel que l'Allemagne contemporaine reposent sur une conception pluraliste de la souveraineté (organisation fédérale), la centralité des institutions indépendantes (importance du tribunal constitutionnel, rôle de la Bundesbank) ainsi que sur une large pratique du compromis et de la coalition. Cette deuxième conception est beaucoup plus en phase avec un univers communautaire fondé sur les « petits pas », le pragmatisme et le compromis. La « passion française pour l'unité » du pouvoir a tendance à nourrir une réticence à l'égard du partage du pouvoir comme du compromis et ne contribue pas à faciliter le rapport des Français à l'Europe.

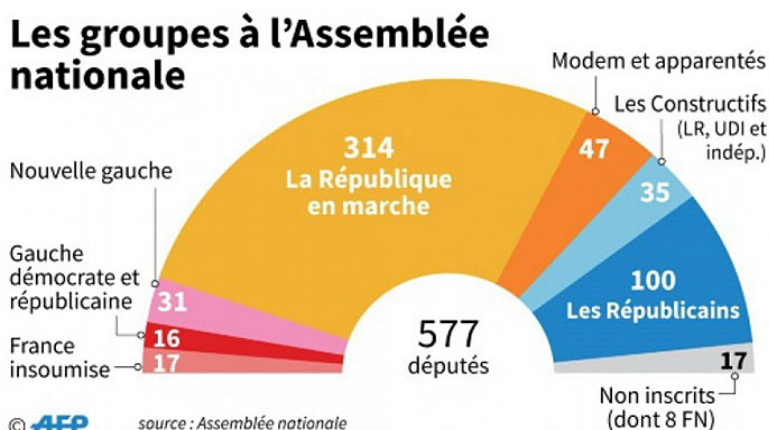
Cette matrice politique a des conséquences importantes qui impactent négativement le rapport de beaucoup de Français à l'UE :

- Tout d'abord, **la difficulté à concevoir que des décisions publiques ne soient pas nécessairement le fruit d'un acte de volonté centralisée, mais plutôt le résultat de négociations qui doivent aboutir à des compromis négociés** et adoptés entre une diversité de partenaires. Cette représentation négative du compromis empêche, dans une certaine mesure, beaucoup de Français de percevoir et d'accepter que les décisions européennes résultent nécessairement d'un accord entre une pluralité d'acteurs ; et qu'un seul pays, aussi « grand » soit-il, ne peut imposer sa « vision » ou ses « vues » aux autres. La culture du compromis est beaucoup moins ancrée en France que dans d'autres pays : en Angleterre, où elle est portée par une tradition philosophique pragmatique ; en Allemagne et dans d'autres pays fédéraux, où le partage du pouvoir est ancré dans les mentalités²² ;

22. Pascal LAMY avait souligné cet aspect de la culture politique française dans des termes très nets : « Le compromis ne fait pas partie des figures politiques admises en France (...). La culture politique française est mal à l'aise avec l'idée de compromis trop souvent connotée à la compromission (...). Notre culture politique reste fondée sur l'État (...) et est très éloignée de celle du compromis qu'appelle la construction européenne », entretien donné au journal *Le Monde*, 27 août 2005.

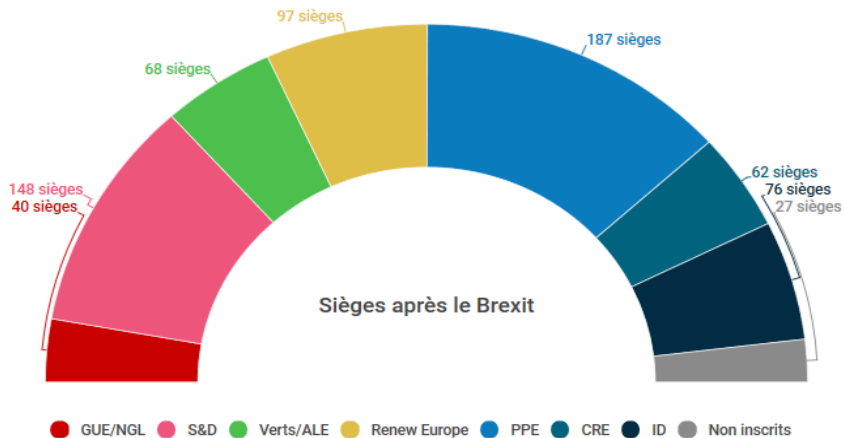
- Ensuite, **dans un pays où l'État est censé incarner et défendre l'intérêt général, la difficulté à admettre et à reconnaître la légitimité de la défense des intérêts particuliers** pèse négativement sur l'image de l'univers communautaire, qui accorde une large place aux groupes d'intérêts et aux jeux d'influence ainsi qu'au lobbying ;
- Enfin, **le modèle politique français de la Ve République, reposant traditionnellement sur une bipolarité liée au système majoritaire, est orthogonal, et même en contradiction, avec la gouvernance européenne et le système de coalitions majoritaires à géométrie variable** organisé traditionnellement autour du « compromis centriste » et du duopole entre les sociaux-démocrates (S&D) et les conservateurs du PPE. Le changement des rapports de force politiques et le degré plus important de fragmentation au sein du Parlement européen à l'issue des dernières élections européennes de mai 2019²³ accroît cette distance entre les deux modèles politiques français et européen même si les clivages politiques se sont transformés à l'issue de l'élection présidentielle française de 2017 (Graphiques 5 et 6).

GRAPHIQUE 5 ■ Rapports de force partisans au sein de l'Assemblée nationale 2017-2022



23. Les élections européennes de mai 2019 ont été marquées par un changement notable des rapports de force politiques au sein du Parlement européen. Les deux principaux groupes politiques du Parlement européen (PPE et S&D) y ont perdu leur majorité absolue (ils ont désormais 45% des sièges contre 55% entre 2014 et 2019) sur fond de poussée des Libéraux et des Verts. La grande coalition PPE-S&D qui a historiquement gouverné l'Assemblée de Strasbourg (à l'exception de la période entre 1999-2004, où a émergé une coalition entre PPE et Libéraux) doit désormais s'élargir à d'autres partenaires.

GRAPHIQUE 6 ■ Rapports de force partisans au sein du Parlement européen 2019-2024



Source : Parlement européen, Institut Jacques Delors

Jean-Louis Bourlanges a résumé on ne peut plus clairement les différences entre les deux cultures politiques et institutionnelles européenne et française : tout d'abord ; « l'opposition entre une culture européenne de l'altérité et une culture nationale de l'unité ; « La deuxième différence, (...), touche à la tolérance et à l'esprit de parti. Il y a une culture européenne du respect des différences qui contraste avantageusement avec une culture nationale de la camaraderie vociférante. En Europe, on s'envisage. En France on se dévisage » ; la troisième différence réside dans l'opposition entre la « multipolarité du débat euro-parlementaire d'un côté » et la « bipolarité du débat national de l'autre » ; enfin, une culture européenne de la « négociation » contre une culture française de la « confrontation »²⁴.

L'une des questions que pose l'inscription frictionnelle de la France dans le cadre européen, c'est aussi celle de la solidité et de la pérennité du modèle politique français. Notre système politique n'est pas seulement l'un des moins compatibles avec le modèle européen. Il est aussi l'un des plus décriés sur son sol, la France tenant régulièrement le record de défiance à l'égard des partis politiques. Dès lors, il convient de se demander à quoi tient ce système : à l'attachement des Français du fait de son inscription historique dans notre imaginaire collectif ? Aux acteurs

24. BOURLANGES J.-L. 2018. « Un Parlement ne peut pas en cacher un autre », *Ena hors-les-murs*, n°484, octo-
bre 2018 ; consultable en version électronique sur le site de l'Institut Jacques Delors.

du champ politique : élus, élites dirigeantes, analystes et commentateurs ? Ou à nos institutions ? Dans le contexte de rejet que nous connaissons, il serait étonnant que les trois dimensions se superposent. Nous sommes très renseignés sur les risques de bascule des Français vers les modèles autoritaires et les tentations souverainistes, nous le sommes moins sur leur capacité à s'approprier des modes de fonctionnement davantage orientés vers la culture du compromis et la recherche du plus grand dénominateur commun. Une des raisons du discrédit de la politique en France, réside dans le fait que la difficile articulation du cadre européen avec le modèle Français et sa pierre angulaire, l'élection présidentielle, accroît la perte de lisibilité et les faux semblants. Les dégâts que produit cette dissonance sur l'image de l'Europe comme sur celle de la politique en France menacent l'un comme l'autre, sans qu'il soit facile de dire qui cèdera le premier.

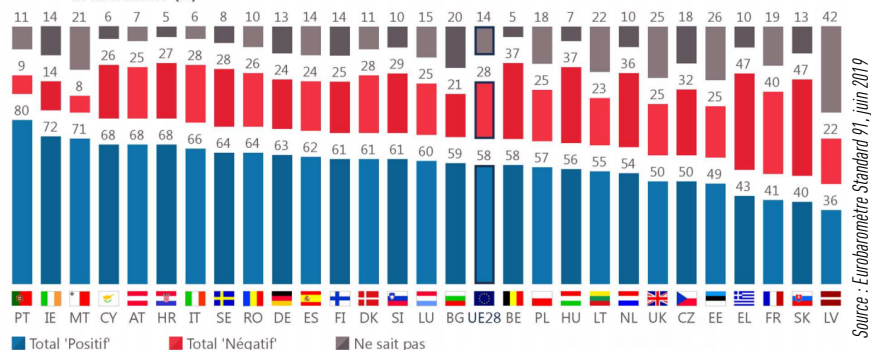
3.2 ■ La France, l'Europe et le marché : l'impossible équation ?

Beaucoup a été dit et écrit sur l'importance de l'État dans la formation de la France et par la suite dans la culture politique française²⁵. **La tradition libérale française peine depuis toujours à s'imposer²⁶, y compris en matière économique. Aujourd'hui encore, la France est l'un des trois pays membres de l'UE dans lequel la part des personnes interrogées considérant que le libéralisme est une mauvaise chose est la plus importante** (40% contre 28% en moyenne au sein de l'UE ; Graphique 7).

GRAPHIQUE 7 ■ L'opinion publique en France en dans l'UE vis-à-vis du libéralisme

QA8.10 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.

Le libéralisme (%)



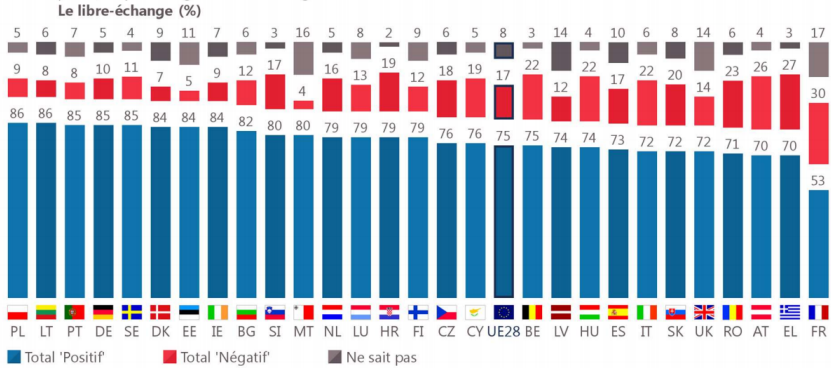
²⁵. Voir par exemple ROSANVALLON P. 2005. *Le Modèle politique français*, Le Seuil, et du même auteur 1990. *L'État en France de 1789 à nos jours*, Le Seuil.

²⁶. Voir JAUME L. 1997. *L'Individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Fayard.

Sur le plan des faits, la France a certes accepté peu à peu les règles de l'économie de marché et de l'ouverture européenne et internationale, ces dernières décennies. Néanmoins, les changements de fait précèdent de beaucoup l'évolution des représentations. **Du point de vue de l'opinion publique, il est notable que la France est le pays de l'UE où la défiance vis-à-vis du libre-échange est la plus forte** (Graphique 8).

GRAPHIQUE 8 ■ L'opinion publique en France en dans l'UE vis-à-vis du libre-échange

QA8.1 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.



Source : Eurobaromètre Standard 91, juin 2019

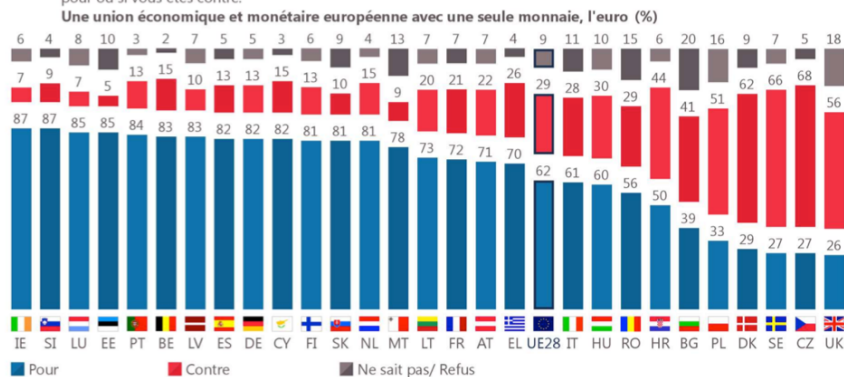
Dans cette perspective, **un tel tropisme culturel a des implications sur les rapports de l'opinion publique en France vis-à-vis de l'économie européenne et notamment du marché intérieur.**

En effet, même si les Français restent très majoritairement attachés à l'euro (72% contre 76% en moyenne au sein des pays membres de l'UEM et 62% dans l'ensemble de l'UE) (Graphique 9), ils ont souvent reproché à l'Union européenne d'être le cheval de Troie de la doctrine (néo-)libérale, en raison notamment des directives de libéralisation²⁷.

27. Cf. CHOPIN T. 2006. « La France, l'Europe et le libéralisme », in *Commentaire*, n°115.

GRAPHIQUE 9 ■ Le soutien à l'euro dans les États membres de l'UE

QB2.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.



Source : Eurobaromètre Standard 92, novembre 2019

Cette critique a associé un discours de protection du modèle social à une forme de conservatisme parfois non dénué de relents populistes voire xénophobes, comme ce fut le cas lors du débat autour de la directive services, lorsque la figure du « plombier polonais » a été utilisée pour laisser entendre que la main d'œuvre des nouveaux États membres allaient venir s'emparer du travail des Français. La même méfiance vis-à-vis de la promotion de la liberté de circulation est apparue dans le contexte du débat sur les travailleurs détachés.

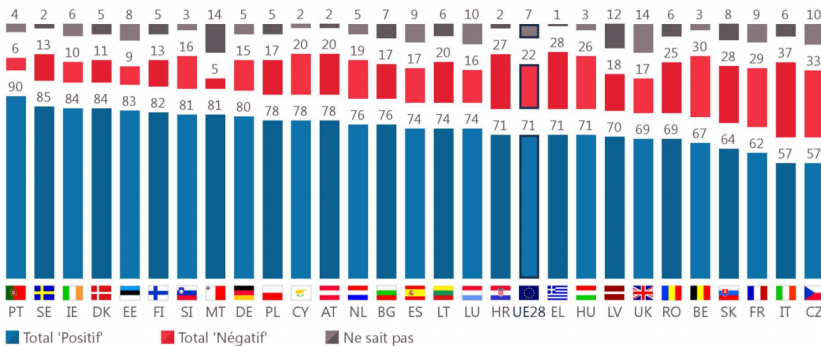
Comment expliquer cette défiance vis-à-vis du marché ? Là encore, la culture politique française (étatisme et colbertisme) constitue un facteur explicatif utile. L'exemple de l'approfondissement du Marché intérieur, qui est devenu le cœur de la politique européenne avec l'Acte unique de 1986, est significatif à cet égard. Jacques Delors, alors Président de la Commission, a cherché un compromis entre les chefs d'État et de gouvernement d'une Europe divisée politiquement entre la droite néo-libérale (Margaret Thatcher au Royaume-Uni) et la gauche socialiste voulant renforcer l'État providence (François Mitterrand en France, Felipe Gonzales en Espagne). Pour résoudre cette division politique du continent, Jacques Delors eut l'idée de donner des garanties à l'un et l'autre camp²⁸ tout en faisant avancer l'intégration européenne. Il bâtit pour cela un programme reposant d'un côté sur la libéralisation de certains marchés (le transport routier et le transport aérien par

²⁸. Voir sur ce point les travaux de JABKO N. 2006. *Playing the Market: A Political Strategy for Uniting Europe, 1985-2005*, Cornell University Press.

exemple), de l'autre sur l'adoption de règles communes protectrices (par exemple en matière de santé ou de protection du consommateur). Néanmoins, le marché a été la thématique ayant été considérée comme dominante par beaucoup de Français. Cela fut mal perçu dans un pays colbertiste comme la France. La politique de concurrence y est ainsi traditionnellement davantage mal perçue que dans la plupart des autres États membres de l'UE (Graphique 10) alors qu'elle vise à protéger les consommateurs des monopoles (au travers de la lutte contre les cartels et les abus de position dominante ou encore le contrôle des concentrations). Mais les Français retiennent avant tout la lutte contre les aides d'État et le refus des champions nationaux, qui heurtent leur conception de la politique industrielle. Ayant cherché le compromis, la politique européenne s'est ainsi trouvée accusée, du côté des pays libéraux, de n'avoir pas porté à leur terme les réformes de libéralisation (le marché intérieur restant inachevé), de l'autre, en France notamment, d'en avoir fait le cœur de son agenda en sous-estimant le rôle stabilisateur et protecteur de l'État et en remettant ainsi en cause le modèle socio-économique de certains pays européens.

GRAPHIQUE 10 ■ L'opinion publique en France et dans l'UE vis-à-vis de la concurrence

QA8.11 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.
La concurrence (%)



Source : Eurobaromètre Standard 91, juin 2019

En outre, **la difficulté en France à accepter le mot même de libéralisme ainsi que la préférence française pour les dépenses publiques constituent peut-être aussi la « face cachée » du stato-centrisme de la culture politique française.** La prédilection française pour les dépenses publiques s'exprime à chaque fois que

le « pacte de stabilité et de croissance » européen²⁹ a été mis en cause. Beaucoup de Français dénoncent ainsi traditionnellement le carcan que constituerait la limitation des déficits publics. **Cette défiance vis-à-vis du Pacte de stabilité confirme le peu d'importance accordée en France à une autre figure centrale de la culture politique présente dans les débats publics d'autres pays : celle du contribuable.** Parfois défendu sous forme protestataire (voir l'exemple du « poujadisme » mais aussi des « Gilets jaunes »), le contribuable peine à s'imposer dans le débat public français. Derrière les déficits excessifs et le gonflement de la dette, il y a des difficultés à identifier les impôts futurs, et donc les limitations fixées par le Pacte de stabilité. Sur ce registre, la France se distingue nettement d'autres pays, du Royaume-Uni, par exemple, où la démocratie même s'est constituée sur des bases financières (autour du nécessaire contrôle de la dépense publique par le Parlement) et où la figure du contribuable est davantage prise en considération³⁰. La France se distingue aussi des pays du Nord de l'Europe, pays dans lesquels il existe un consensus entre les forces politiques autour de la nécessité de maintenir le budget de l'État à l'équilibre, notamment pour préserver les générations futures du poids du remboursement de la dette.

Le compromis initié par Jacques Delors a visé à trouver le point d'équilibre entre ces pays (et ces peuples) aux aspirations divergentes. Les traités successifs avaient vocation à sécuriser l'acquis de ces difficiles compromis en même temps que l'Union elle-même. Avec pour effet d'ajouter un autre grief à l'encontre du projet européen dans l'opinion des Français : **tous ces sujets, rôle de l'État, place et organisation des services publics, poids des dépenses publiques, remise en cause du modèle libéral, restent l'objet de controverses toujours vives dans le débat politique français, alors qu'ils sont considérés comme tranchés par les traités. Dans l'Europe imaginée (ou « rêvée » voire « fantasmée ») par les Français, ces débats avaient vocation à se poursuivre à plus grande échelle. C'est le grand malentendu qui a abouti au rejet du traité constitutionnel en 2005**, lorsque les Français ont été invités à revalider tout l'acquis communautaire en même temps que la nouvelle organisation des pouvoirs. **Ce malentendu fut en partie alimenté par le débat référendaire de 1992 lorsque le traité de Maastricht fut approuvé**

²⁹. Adopté par les pays de l'Union européenne en 1999 au moment du lancement de l'euro, ce Pacte prévoit que les déficits publics ne doivent pas excéder 3% du PIB et la dette publique 60%.

³⁰. Sur le plan politique, le libéralisme anglo-saxon est marqué par un encadrement constitutionnel des pouvoirs visant notamment à assurer que le prélèvement de l'impôt est consenti par ceux qui le paient. C'est une tradition que l'on retrouve dans la *Magna Carta* ou encore dans la Révolution américaine (« *No taxation without representation* »).

d'un cheveu. Habilement, François Mitterrand avait convoqué l'Histoire pour sauver le traité à l'issue d'un débat dominé par le clivage opposant socialistes et centristes, d'un côté, aux souverainistes de gauche (de type « chevènementiste ») et de droite (de type « gaulliste ») et à l'extrême droite, de l'autre. Cette lecture de l'enjeu, très imprégnée par le contexte de l'effondrement du modèle soviétique et de ses satellites européens, a occulté le fait qu'il s'agissait aussi d'adopter autour de la monnaie unique un modèle économique et de régulation budgétaire.

Paradoxalement, alors que l'élection d'Emmanuel Macron posait la question de savoir si le libéralisme allait sortir de l'état de minorité qui est le sien en France, ce tropisme « culturel » en matière socio-économique n'a pas totalement disparu avec l'actuel Président de la République. Force est de constater à cet égard qu'Emmanuel Macron s'est de fait révélé de plus en plus classiquement « français » depuis son élection, en renouant avec des combats perçus à Bruxelles comme de « vieilles lunes » hexagonales en matière socio-économique³¹. Quand on milite pour la création d'un budget de la zone euro, l'harmonisation fiscale, le SMIC européen et l'Europe sociale, la refonte de la politique de concurrence ou une moindre ouverture en matière commerciale, on prolonge de fait des combats très anciens, souvent très consensuels en France, qui peuvent naturellement être justes et légitimes, mais qui sont difficiles à remporter au niveau européen. L'« agenda de protection » promu par les autorités françaises dans le domaine économique et social se heurte ainsi à nombre de nos partenaires, notamment en matière de négociations commerciales. Il nourrit des questionnements et des réticences dans les pays du nord-ouest et du nord de l'Europe (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Suède, etc.) où Emmanuel Macron, énarque et ancien inspecteur des finances, est perçu certes comme un libéral mais comme un « libéral à la française », c'est-à-dire très étatiste. « Défranciser » le discours sur ce thème constitue sans doute une condition pour que la France puisse le porter efficacement – y compris en le laissant endosser par d'autres pays ayant une meilleure capacité d'entraînement que le nôtre et qui peuvent rejoindre les positions françaises devant les bouleversements géopolitiques en cours. C'est aussi une condition pour éviter de continuer à alimenter la déception, la frustration et in fine la défiance d'une majorité de Français vis-à-vis de l'UE.

31. BERTONCINI Y. et CHOPIN T. 2020. « *Macron l'Européen : de l'Hymne à la joie à l'embarras des choix* », *Le Débat*, n°208, janvier-février 2020. Voir également : ROZENBERG O. 2020. "France is back'...in a French Europe", in : BULMER S. and LEQUESNE C. 2020. *The Member States of the European Union*, Oxford, Oxford University Press.

3.3 ■ La défiance française vis-à-vis de l'élargissement. L' « Europe n'est pas la France en grand » !

En France, l'idée selon laquelle l'élargissement serait incompatible avec l'approfondissement de la construction européenne est complaisamment propagée. Le discours dominant privilégie en effet une grille de lecture selon laquelle les difficultés de l'Union trouveraient leur origine dans la rupture entre la dynamique (voire l'accélération) de l'élargissement et l'essoufflement progressif de l'approfondissement institutionnel³². **Le processus d'élargissement de la CEE puis de l'UE a toujours suscité en France des réticences voire des oppositions beaucoup plus fortes que dans les autres pays membres**³³.

Comment expliquer cette différence entre la France et beaucoup de ses partenaires européens sur ce point ? **Pendant plus d'un demi-siècle, la France a su combiner deux visions radicalement différentes de la raison d'être de son engagement européen. D'un côté, le projet des «pères fondateurs» qui présuppose une convergence fondamentale des intérêts des États membres** et qui vise à constituer une communauté politique au niveau européen, où certes la voix française reste forte, mais où les solutions relèvent de compromis négociés entre tous les États membres, qui les acceptent au nom de la conscience de leur fragilité individuelle et de la réalité d'un intérêt commun. **De l'autre, le projet gaulliste d'une Europe comme instrument permettant à la France de défendre et de promouvoir ses intérêts nationaux.** La classe politique française s'est gardée de lever cette ambiguïté. Si la France des années 70 et 80 faisait avancer le projet européen en accord avec la vision des «pères fondateurs», cela a été possible en partie grâce à la capacité de ses dirigeants à tenir un discours à l'opinion publique qui faisait appel à une rhétorique insistant sur la transposition au niveau européen des conceptions françaises. Or, si à 6 un leadership français fort a été une réalité naturelle, à 27 il se transforme en un combat de tous les jours, aux résultats très incertains. **Les élargissements aux pays d'Europe centrale et orientale obligent la France à une clarification de son projet européen. Le «non» du 29 mai 2005 a pu être analysé comme l'effet d'un réveil brutal des Français qui découvrent que la France peut être mise en minorité en Europe et même qu'elle peut l'être**

³². Voir CHOPIN T., MACEK L., MAILLARD S. et RUPNIK J. 2020 « Penser l'Europe d'après : porter un nouveau récit de l'élargissement », *Esprit*, mai.

³³. Pour une vision d'ensemble, voir FRANCK R. 2004. « Les débats sur l'élargissement de l'Europe avant l'élargissement », in : PÉCOUT G. 2004. *Penser les frontières de l'Europe du XIXe au XXIe siècle*, Presses universitaires de France.

souvent si elle continue de s'évertuer à promouvoir des idées qui ne sont pas susceptibles d'être partagées par ses partenaires : « l'Europe n'est pas la France en grand » !

C'est ce qui explique qu'au sein de l'opinion publique, il existe paradoxalement une réticence vis-à-vis d'une démocratie européenne de type fédéral dans la mesure où celle-ci signifie la possibilité pour les « idées françaises » (politique économique interventionniste, rôle important des services publics, défiance à l'égard du libéralisme, Europe sociale, mais aussi Europe puissance) d'être mises en minorité dans le débat européen, surtout dans une Union élargie à 27 pays. Cette attitude est aisée à assumer si l'on adopte la vision des « pères fondateurs ». Mais cette prise de conscience est très difficile pour ceux qui n'acceptent l'Europe qu'en tant qu'elle serait conçue comme une simple projection des idées et des intérêts français à l'échelle de l'Union. C'est sans doute dans ce dernier élément qu'il faut chercher **la raison principale des discours nostalgiques, en France en particulier, sur la « petite Europe » – carolingienne – et la difficulté à assumer le changement d'échelle de l'Union élargie**³⁴. Venant conforter cette nostalgie de la « petite Europe » le spectacle des divisions européennes lors de la crise des dettes souveraine comme lors de la crise des migrants, et aujourd'hui avec la crise du Covid-19, donnant le sentiment que les égoïsmes nationaux ne sont jamais long à se réveiller, ont étayé la conviction que plus on est nombreux, plus il est difficile de se mettre d'accord.

Aujourd'hui encore, lorsqu'Emmanuel Macron déclare à plusieurs reprises qu'il s'opposera à tout nouvel élargissement de l'UE tant qu'elle n'aura pas été réformée au préalable, il porte un discours très « français »³⁵ **faisant écho à l'opposition majoritaire de l'opinion publique en France à la poursuite de l'élargissement** (graphique 11). Ce discours porté au plus haut niveau de l'État aujourd'hui rejoint aussi les critiques classiques dans notre pays contre les précédents « élargissements », qui auraient accru la concurrence économique et sociale au sein de l'UE, mais aussi et surtout battu en brèche la préférence hexagonale pour une « petite Europe » conçue comme une « France en plus grand ». Cela confronte Emmanuel Macron à l'une des ambiguïtés qui caractérisent la politique européenne de notre

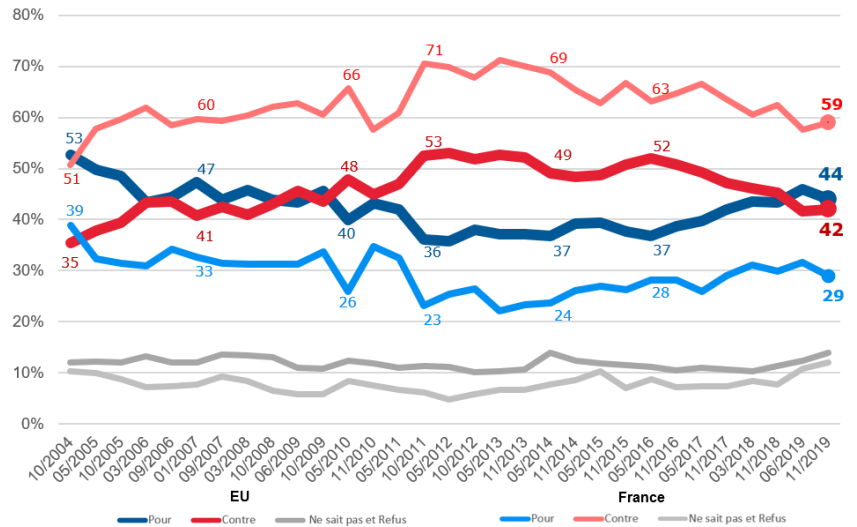
34. LEQUESNE C. 2008. *La France dans la nouvelle Europe. Assumer le changement d'échelle*, Presses de Sciences Po.

35. Le positionnement français sur l'élargissement est d'autant plus déroutant que la réforme des institutions européennes a été largement engagée depuis le Traité de Nice en 2000, et que rien n'empêche de la poursuivre en menant en parallèle des négociations d'adhésion à l'horizon 2025 ou 2030.

pays depuis plusieurs décennies. Il serait aujourd'hui préférable d'atténuer cette ambiguïté et de promouvoir une relation plus lucide entre la France et l'UE, qui ne soit pas uniquement fondée sur un désir de projection des conceptions françaises au niveau européen mais sur la recherche patiente de compromis constructifs avec nos partenaires.

GRAPHIQUE 11 ■ Soutien en France et en Europe à la poursuite de l'élargissement de l'UE à d'autres États dans les années à venir

Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir UE / France (de 02/2004 à 11/2019)



Source : Eurobaromètre standard

CONCLUSION ■

Nous avons rappelé l'importance, en particulier s'agissant du rapport des citoyens à l'Europe, de la distinction entre le soutien diffus, s'organisant autour de grands principes et de valeurs, et le soutien spécifique qui se rapporte aux évaluations que font les citoyens de l'action de l'Europe. 70 ans après la déclaration Schuman, et alors que l'Europe est l'épicentre d'une crise d'abord sanitaire et déjà économique, cette même distinction permet de situer les deux défis auxquels ceux qui font l'Union européenne sont confrontés au sein de l'un de ses pays fondateurs, le second État membre par la démographie et l'économie.

Le premier risque consisterait à abandonner le champ des valeurs. Ce risque existe, car à l'heure où les inquiétudes favorisent le repli sur soi, où l'extrême droite souverainiste semble portée par les cris nombreux de ceux qui clament « nous d'abord », où tant de Français se voient comme des laissés pour comptes dans des territoires qui se sentent abandonnés, où les formes de pouvoir illibérales trouvent dans les urnes un soutien qui semble donner tort aux démocrates, il est difficile de vanter le supranational, l'entraide continentale, la défense de l'état de droit et les valeurs de l'Union ! Y renoncer, par crainte de paraître déconnecté, serait pourtant le pire choix. Cela reviendrait à faire silence sur ce qui reste de la dimension la plus attractive de l'Europe, réunissant les proeuropéens et les ambivalents décrits plus haut.

L'autre risque serait celui de la déception, face à la crise du coronavirus dont la nature mondiale comme la sévérité avec laquelle elle frappe les revenus et les emplois de tant d'Européens appelle, pour l'opinion, une réponse européenne et coordonnée. C'était le cas déjà lors de la crise des dettes souveraines, tout comme ce l'était lors de la crise des migrants. Dans les deux cas l'UE a déçu. Elle s'en est relevée, aux yeux des citoyens, mais pas partout et surtout pas en France. Peut-elle se permettre de décevoir une troisième fois ? Sans doute pas. Elle le peut d'autant moins si cette crise sanitaire est interprétée comme une sorte de préfiguration, en termes de mise au défi de nos capacités de prévention, de réaction, d'adaptation et de coopération, de la crise climatique sur laquelle l'Europe est tant attendue, comme les résultats aux élections européennes tenues il y a un an l'ont signifié.

La méconnaissance et le niveau d'information médiocre des citoyens français privent souvent l'Union européenne des moyens de faire connaître son action. Tandis que nous sommes actuellement face à une crise sanitaire qui focalise l'attention à un niveau inégalé, attesté par les records d'audience des prises de parole de l'exécutif en France, le second défi offre ici une opportunité. Nous pouvons faire l'hypothèse que, cette fois, ce que fera l'Union européenne se verra. Face à cette hypothèse, une certitude : ce qu'elle ne fera pas se verra encore plus.

AUTEURS ■

BRUNO CAUTRÈS est chercheur CNRS au CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) et enseignant à Sciences Po. Ses recherches portent sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques. Au cours des années récentes, il a participé à différentes recherches françaises ou européennes portant sur la participation politique, le vote et les élections (notamment la série des enquêtes électorales françaises réalisées au CEVIPOF). Il participe au développement du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF. Il a développé d'autres directions de recherche mettant en évidence les clivages sociaux et politiques liés à l'Europe et à l'intégration européenne dans les électorats et les opinions publiques. Il enseigne les méthodes statistiques et quantitatives à Sciences Po et dans différents programmes internationaux (ECPR et IPSA).

THIERRY CHOPIN est docteur en sciences politiques de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et a obtenu son Habilitation à diriger des recherches (HDR) à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po). Professeur à l'Université Catholique de Lille (ESPOL), il est Visiting Professor au Collège d'Europe à Bruges et enseigne également au Corps des Mines. Il est conseiller spécial de l'Institut Jacques Delors. Il a été expert associé à Sciences Po (CERI) et Visiting Fellow à la London School of Economics and Political Science (LSE), European Institute.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreux articles sur l'Union européenne dont La fracture politique de l'Europe (Bruxelles, Larcier, 2015).

EMMANUEL RIVIÈRE dirige la division Public de Kantar en France. Il débute sa carrière à CSA en 1992. Après un passage à Louis Harris, il devient en 1999 responsable du Département études et sondages du Service d'Information du Gouvernement puis intègre TNS Sofres en 2005 comme Directeur de clientèle, en charge du pôle politique. Depuis 2016, il est Directeur Général de la Division Public de Kantar France et préside le Centre Kantar sur le Futur de l'Europe. Il enseigne à Sciences-Po et au Master Communication politique et sociale de Paris I (Panthéon-Sorbonne).

L'Institut Jacques Delors est un laboratoire d'idées dont la vocation est de faire avancer l'intégration européenne. Fondé par **Jacques Delors** en 1996 sous le nom de Notre Europe, ses travaux s'inspirent de son œuvre unificatrice pour le continent. Think tank indépendant, établi à Paris, son équipe travaille étroitement avec le Jacques Delors Institut – Berlin, créé en 2014, avec qui elle partage une représentation commune à Bruxelles.

La double vocation de l'Institut Jacques Delors est de susciter, charpenter et diffuser des idées pour unir l'Europe, à partir d'analyses et de réflexions, ainsi que de stimuler et nourrir le débat citoyen sur la construction européenne. Pour cela, notre think tank se situe aux carrefours des mondes universitaire, politique et médiatique, avec lesquels il dialogue et interagit.

À travers son site, sa newsletter et un influent réseau, l'Institut Jacques Delors diffuse un éventail de **publications**, qui couvrent les grands sujets de l'intégration européenne. Les rapports dessent un état des lieux de référence sur une grande thématique afin d'en clarifier les enjeux et de proposer des orientations stratégiques. Les policy papers analysent un problème européen pour avancer des recommandations réalistes et proposer des pistes nouvelles. Les décryptages donnent avec pédagogie les clés de compréhension d'une question européenne. Les blogposts offrent un point précis sur un thème d'actualité.

L'Institut Jacques Delors organise de nombreux **événements** des dialogues citoyens destinés au grand public, des conférences portant sur les thèmes d'actualité et des séminaires d'experts. Les membres de notre équipe et de nos instances sont très souvent invités à intervenir dans des événements organisés dans divers pays de l'UE et au-delà.

L'Institut Jacques Delors est aujourd'hui présidé par **Enrico Letta**, Doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA) et ancien Président du Conseil des ministres italien, qui a succédé à **António Vitorino**, **Tommaso Padoa-Schioppa**, à **Pascal Lamy** et à **Jacques Delors**. Notre directeur, **Sébastien Maillard**, anime une **équipe européenne** composée d'une quinzaine de membres. Le Jacques Delors Institute de Berlin est dirigé par Henrik Henderlein.

Les instances de l'Institut Jacques Delors sont composées de hautes personnalités européennes. Notre **Conseil des garants** assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre **Conseil d'administration** est responsable de l'orientation et de l'impulsion de nos travaux, suivis par notre bureau.

Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre **site** rénové et via les **réseaux sociaux**. Nous agissons en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ Version originale ■ © Institut Jacques Delors

70 ans après la déclaration Schuman, il convient de se pencher sur les rapports complexes qu'entretiennent les Français avec l'Europe.

À la fois moteur et frein de la construction européenne, la France est à l'origine de ses plus grandes avancées et en même temps de ses « coups d'arrêts » les plus notables.

Après 10 ans de crises, la défiance des Français vis-à-vis de la construction européenne s'est fortement accrue et ce en dépit de la volonté des autorités françaises, au plus haut niveau de l'État, de porter une vision stratégique ambitieuse de l'avenir de l'UE.

Malgré l'urgence sanitaire et les lourdes incertitudes quant aux effets de moyen et long termes de la crise du COVID-19, une analyse des rapports des Français à l'UE est d'autant plus indispensable que la crise sanitaire en cours devient une crise économique et politique, qui est susceptible de renforcer encore davantage la défiance des Français vis-à-vis de l'UE.

Dans cette perspective, ce rapport analyse l'attitude des Français à l'égard de l'UE et montre que la France est aujourd'hui l'un des pays les moins favorables à l'Union.

Il cherche par ailleurs à rendre compte de la complexité de l'euroscepticisme des Français qui se révèle être moins systématique qu'il n'y paraît même si l'analyse générale conduit à un sombre tableau. Enfin, il dégage les facteurs explicatifs permettant de rendre compte de l'ambivalence au cœur des rapports que les Français entretiennent avec l'Europe.

LES FRANÇAIS ET L'EUROPE ENTRE DÉFIANCE ET AMBIVALENCE L'INDISPENSABLE « RETOUR DE L'EUROPE EN FRANCE »

Bruno Cautrès

Chercheur au CNRS, Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)

Thierry Chopin

Professeur de science politique à l'Université catholique de Lille (ESPOL), Conseiller spécial à l'Institut Jacques Delors

Emmanuel Rivière

Directeur général de la division Public de Kantar en France, Président du Centre Kantar sur le Futur de l'Europe

